



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°8 – 07 juillet 2021

SOMMAIRE

Royaume-Uni

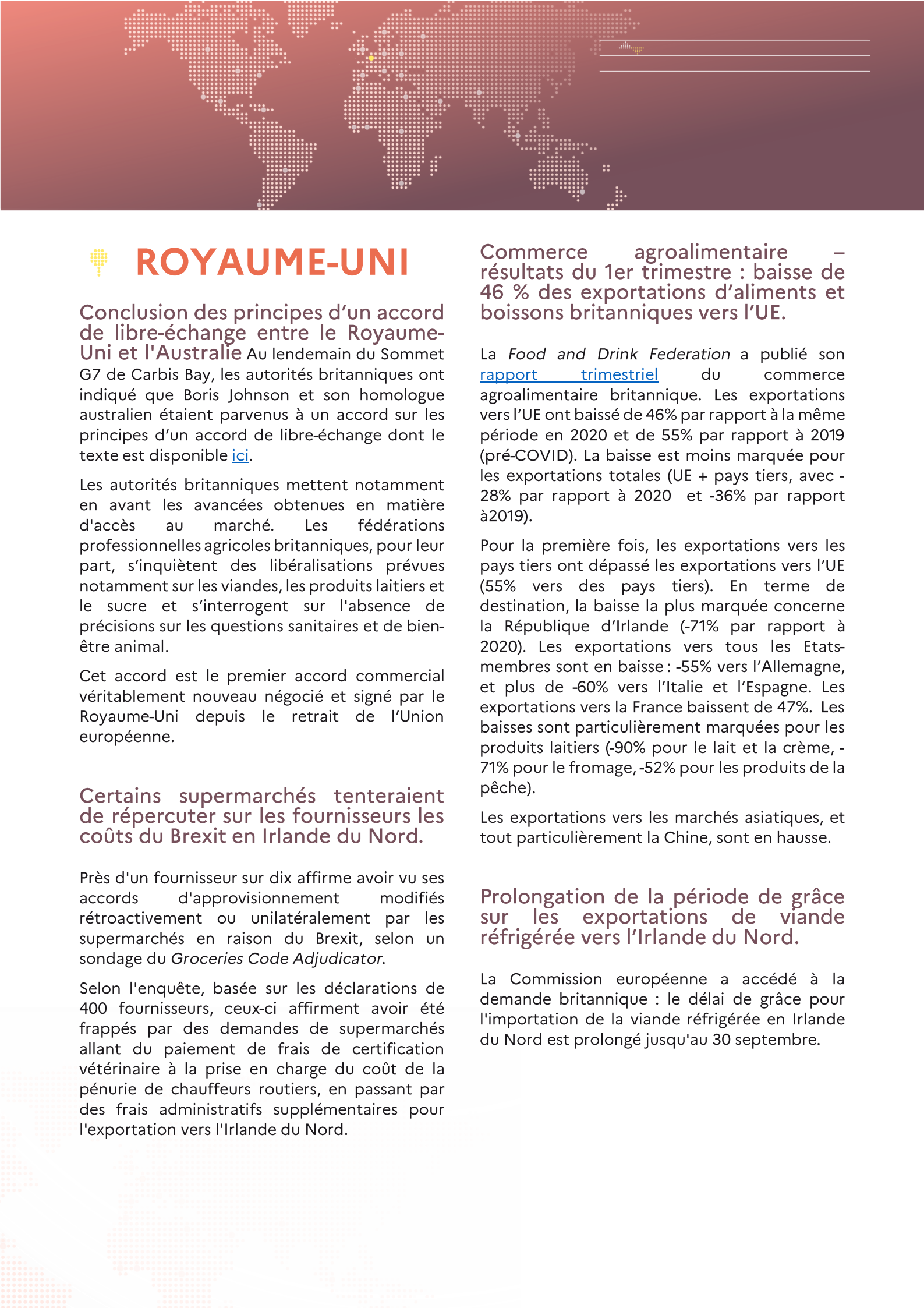
- Conclusion des principes d'un accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Australie
- Certains supermarchés tenteraient de répercuter sur les fournisseurs les coûts du Brexit en Irlande du Nord.
- Commerce agroalimentaire – résultats du 1er trimestre : baisse de 46 % des exportations d'aliments et boissons britanniques vers l'UE.
- Prolongation de la période de grâce sur les exportations de viande réfrigérée vers l'Irlande du Nord.
- Etiquetage : demande de précisions sur les modes production
- Eustice ne souhaite pas pénaliser les consommateurs de viande pour atteindre la neutralité carbone.
- Pénurie de chauffeurs routiers et de places de parkings dans le Kent

Irlande

- Le ministre de l'agriculture annonce le lancement d'une consultation sur le futur plan stratégique national.
- Vers une réorganisation des flux commerciaux nord-sud depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de commerce et de coopération ?
- Les représentants des industries du whisky et des produits laitiers demandent au gouvernement de faire pression sur l'UE pour qu'elle reconnaisse les produits irlandais qui contiennent un certain niveau d'apport d'Irlande du Nord comme ayant toujours le statut d'origine UE.
- Les exportations de farine britannique vers la République d'Irlande ont chuté de 25% depuis janvier.
- Loi Climat – Le *Dáil* (chambre basse du Parlement) a adopté le projet de loi sur l'action climatique décrié par les agriculteurs irlandais.
- Irish Ferries a officiellement lancé sa nouvelle liaison Douvres – Calais le 29 juin.

Pays-Bas

- Conséquences des nouvelles mesures environnementales sur l'agriculture aux Pays-Bas
- Pression du parlement en vue d'une interdiction du broyage des poussins.
- Le nombre d'animaux de production aux Pays-Bas fait de nouveau débat.



ROYAUME-UNI

Conclusion des principes d'un accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Australie Au lendemain du Sommet G7 de Carbis Bay, les autorités britanniques ont indiqué que Boris Johnson et son homologue australien étaient parvenus à un accord sur les principes d'un accord de libre-échange dont le texte est disponible [ici](#).

Les autorités britanniques mettent notamment en avant les avancées obtenues en matière d'accès au marché. Les fédérations professionnelles agricoles britanniques, pour leur part, s'inquiètent des libéralisations prévues notamment sur les viandes, les produits laitiers et le sucre et s'interrogent sur l'absence de précisions sur les questions sanitaires et de bien-être animal.

Cet accord est le premier accord commercial véritablement nouveau négocié et signé par le Royaume-Uni depuis le retrait de l'Union européenne.

Certains supermarchés tenteraient de répercuter sur les fournisseurs les coûts du Brexit en Irlande du Nord.

Près d'un fournisseur sur dix affirme avoir vu ses accords d'approvisionnement modifiés rétroactivement ou unilatéralement par les supermarchés en raison du Brexit, selon un sondage du *Groceries Code Adjudicator*.

Selon l'enquête, basée sur les déclarations de 400 fournisseurs, ceux-ci affirment avoir été frappés par des demandes de supermarchés allant du paiement de frais de certification vétérinaire à la prise en charge du coût de la pénurie de chauffeurs routiers, en passant par des frais administratifs supplémentaires pour l'exportation vers l'Irlande du Nord.

Commerce agroalimentaire – résultats du 1er trimestre : baisse de 46 % des exportations d'aliments et boissons britanniques vers l'UE.

La *Food and Drink Federation* a publié son [rapport trimestriel](#) du commerce agroalimentaire britannique. Les exportations vers l'UE ont baissé de 46% par rapport à la même période en 2020 et de 55% par rapport à 2019 (pré-COVID). La baisse est moins marquée pour les exportations totales (UE + pays tiers, avec -28% par rapport à 2020 et -36% par rapport à 2019).

Pour la première fois, les exportations vers les pays tiers ont dépassé les exportations vers l'UE (55% vers des pays tiers). En terme de destination, la baisse la plus marquée concerne la République d'Irlande (-71% par rapport à 2020). Les exportations vers tous les Etats-membres sont en baisse : -55% vers l'Allemagne, et plus de -60% vers l'Italie et l'Espagne. Les exportations vers la France baissent de 47%. Les baisses sont particulièrement marquées pour les produits laitiers (-90% pour le lait et la crème, -71% pour le fromage, -52% pour les produits de la pêche).

Les exportations vers les marchés asiatiques, et tout particulièrement la Chine, sont en hausse.

Prolongation de la période de grâce sur les exportations de viande réfrigérée vers l'Irlande du Nord.

La Commission européenne a accédé à la demande britannique : le délai de grâce pour l'importation de la viande réfrigérée en Irlande du Nord est prolongé jusqu'au 30 septembre.

Etiquetage : demandes de précisions sur les modes production

Le Consortium de 40 groupes agricoles, alimentaires, de protection des animaux et de défense de l'environnement pour l'étiquetage en faveur de l'environnement, du bien-être animal et de l'agriculture régénérative (Clear) souhaite que l'étiquetage obligatoire comprenne des informations sur la méthode de production, que l'étiquetage du pays d'origine soit étendu à tous les aliments bruts et transformés et qu'un ensemble de définitions réglementées des principaux termes relatifs à la production éthique ou durable soit établi. Clear affirme qu'il n'existe actuellement aucune protection juridique pour empêcher les agriculteurs britanniques d'être lésés par des importations qui ne respectent pas les normes élevées de bien-être et les pratiques écologiques auxquelles le Royaume-Uni adhère.

Foundation Earth teste pour sa part un système de label environnemental pour des produits alimentaires. Mené en partenariat avec 13 entreprises, dont Marks & Spencer, Sainsbury's et Costa Coffee, *Foundation Earth* doit lancer à la rentrée un système de labellisation environnemental visant à mieux informer les Britanniques sur l'empreinte écologique des produits qu'ils consomment. Selon *Foundation Earth*, l'un des objectifs de cette initiative est d'évaluer si l'introduction d'écolabels peut induire des changements dans les habitudes de consommation.

G. Eustice ne souhaite pas pénaliser les consommateurs de viande pour atteindre la neutralité carbone.

G. Eustice, le ministre en charge de l'environnement, a réaffirmé que le Gouvernement n'envisageait pas d'inciter les Britanniques à manger moins de viande. Selon lui, des messages de ce type risqueraient de saper les

efforts du Gouvernement pour parvenir à une transition bas carbone inclusive. Ces déclarations suivent de près la publication par le *Climate Change Committee* de son rapport d'étape annuel sur les progrès britanniques en matière d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique, qui recommande notamment de diviser par 5 la consommation nationale de viande d'ici à 2030. Selon le rapport, le secteur agricole serait à l'origine de 10 % des émissions de gaz à effet de serre au RU, principalement du fait des émissions issues de l'élevage, tout en occupant des terres qui pourraient être reboisées et/ou utilisées pour stocker du carbone. Également interrogé sur la perspective d'une taxe carbone aux frontières sur les produits agricoles, qui toucherait la production de viande et de produits laitiers, G. Eustice a déclaré que de tels ajustements n'étaient pas attendus dans «un avenir prévisible».

Pénurie de chauffeurs routiers et de places de parkings dans le Kent

La pénurie de chauffeurs routiers entraîne des retards dans les livraisons et par conséquent, du gaspillage alimentaires (dû aux produits livrés plus près de leur date limite de consommation). Tesco, par exemple, affirme gaspiller l'équivalent de 50 tonnes de produits par semaine en conséquence du manque de chauffeurs routiers.

Par ailleurs, l'association *Logistics UK* estime que l'interdiction mise en place par le comté de Kent de stationner plus de 45 minutes dans certaines aires de repos est contraire au droit des chauffeurs. *Logistics UK* demande donc instamment au ministère des transports de prendre en compte le bien-être de ces chauffeurs. Selon ce syndicat, il manquerait entre 1 000 et 1 200 places de stationnement pour les poids lourds dans le Kent.

Irlande

Le ministre de l'agriculture annonce le lancement d'une consultation sur le futur plan stratégique national.

Le ministre de l'agriculture irlandais a déclaré que l'accord sur la PAC permettra à l'Irlande de devenir le chef de file mondial de la production alimentaire durable. Le ministre a annoncé qu'une consultation sera organisée prochainement avec les parties prenantes en Irlande, en particulier sur les taux de convergence et de redistribution des paiements de la PAC.

Le président de l'*Irish Farmers' Association* (IFA) craint pour sa part que l'accord ait « un effet dévastateur sur les revenus d'une cohorte d'agriculteurs irlandais ». L'*Irish Cattle And Sheep Farmers' Association*, la *Macra na Feirme* (jeunes agriculteurs) et l'*Irish Natura & Hill Farmers Association* ont été moins critiques. L'INHFA a fait valoir que près de 60% des agriculteurs irlandais bénéficieront des avantages de la nouvelle PAC.

Vers une réorganisation des flux commerciaux depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de commerce et de coopération ?

Près de six mois après l'entrée en vigueur de l'Accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, les premières données statistiques indiquent que les flux commerciaux nord-sud sur l'île d'Irlande ont augmenté, tandis que les importations en provenance de Grande-Bretagne sont en baisse dans la République d'Irlande. Les données publiées par le [Central Statistics Office](#) pour les quatre premiers mois de 2021 révèlent que la valeur des importations de biens en provenance

de Grande-Bretagne pour la période de janvier à avril 2021 était de 3 277 millions d'euros, soit une diminution de 2 078 millions d'euros (-39%) par rapport à la période de janvier à avril 2020.

La valeur des exportations de marchandises vers la Grande-Bretagne au cours des quatre premiers mois de 2021 a été de 4 107 millions €, soit une augmentation de 267 millions € (+7%) par rapport aux quatre premiers mois de 2020.

Toutefois, plusieurs statisticiens, économistes et professionnels irlandais mettent en garde contre une lecture trop « simpliste » des données, selon laquelle l'« effet Brexit » serait la principale source du ralentissement dans les échanges entre l'Irlande et la Grande-Bretagne. La pandémie de Covid-19 a également perturbé les chaînes d'approvisionnement internationales.

Les représentants des industries du whisky et des produits laitiers demandent au gouvernement de faire pression sur l'UE pour qu'elle reconnaisse les produits irlandais qui contiennent un certain niveau d'apport d'Irlande du Nord comme ayant toujours le statut d'origine UE.

Lorsque la période de transition du Brexit a pris fin au début de l'année, certains whisky irlandais et produits laitiers réputés produits dans la République ont perdu leur statut d'origine UE et - par conséquent - leur accès à des tarifs commerciaux préférentiels dans certains pays tiers. En outre, les produits laitiers d'origine mixte fabriqués dans la République n'ont plus accès aux mesures de soutien du marché de l'UE. Cela concerne des produits qui contiennent un certain niveau d'intrants ou de transformation dans le Nord.



Les exportations de farine britannique vers la République d'Irlande ont chuté de 25% depuis janvier.

Les importations de farine en provenance de Grande-Bretagne, le principal marché de farine pour les boulangeries irlandaises, ont fortement chuté depuis la sortie du R.U. de l'UE. Les entreprises irlandaises recherchent des approvisionnements alternatifs en Irlande du Nord et dans le reste de l'UE. Les deux usines d'Irlande du Nord (Allied et Andrews) auraient ainsi repris environ un tiers de cette activité perdue par la Grande-Bretagne, tandis que les usines d'autres Etats de l'UE, dont la France et l'Allemagne, en auraient repris les deux tiers restants.

Loi Climat – Le *Dáil* (chambre basse du Parlement) a adopté le projet de loi sur l'action climatique, critiqué par les agriculteurs irlandais.

Le ministre de l'Environnement, du Climat et des Communications, Eamon Ryan, a déclaré que le projet de loi allait « tout changer pour le mieux », et s'est dit particulièrement attentif aux préoccupations de la communauté agricole. Des membres de l'Irish Farmers' Association ont défilé à Dublin la semaine dernière pour protester contre le projet de loi. Les agriculteurs veulent être reconnus pour le « captage du carbone » qu'ils effectuent en entretenant des pâturages, des haies et d'autres services environnementaux.

Irish Ferries a officiellement lancé sa nouvelle liaison maritime entre les ports de Douvres et de Calais le 29 juin.

La ligne assurera jusqu'à 10 traversées quotidiennes. Par ailleurs, Briggs Marine, un fournisseur de services maritimes basé en Écosse, a obtenu un contrat avec Irish Ferries pour fournir des services d'exploitation portuaire au port de Douvres pour son tout nouveau service de ferry roulier Douvres-Calais.

PAYS-BAS

Conséquences des nouvelles mesures environnementales sur l'agriculture aux Pays-Bas

Dans un rapport destiné au prochain gouvernement (en cours de formation), l'Office de planification environnementale (PBL), organe consultatif du gouvernement, met en garde contre des « conséquences de grande ampleur pour de larges pans du secteur agricole » de nouvelles mesures environnementales et soutient que la réalisation de ces objectifs impliquerait « une transformation sans précédent de la zone rurale aux Pays-Bas ». Il vise en particulier l'encadrement des émissions de composés azotés, alors que la loi dédiée adoptée en mars 2021 prévoit plusieurs durcissements en la matière, mais aussi le renforcement des mesures destinées à lutter contre le changement climatique, dans un contexte où l'État pourrait à nouveau être attaqué par l'ONG Urgenda, l'astreignant à prendre de nouvelles mesures pour atteindre les objectifs de baisse des émissions de GES auxquels il s'est engagé, sous peine de pénalités financières. Ces contraintes pourraient conduire à l'impossibilité d'autoriser de nouvelles activités agricoles dans certaines régions comme le Brabant, la Gueldre et l'Overijssel. Le PBL préconise une plus grande personnalisation à l'échelle des régions desdites mesures : « Une focalisation unilatérale sur la réduction générique des dépôts d'azote peut conduire à des résultats sous-optimaux malgré des mesures coûteuses ». À court-terme, le PBL recommande que priorité soit accordée aux zones dans lesquelles l'état de conservation des milieux naturels diminue, et que des indicateurs autres que l'azote soient utilisés pour en juger.

Pression du parlement en vue d'une interdiction du broyage des poussins.

Le 15 juin dernier, une motion (proposée par SP et le parti des animaux PvdD) a été adoptée par le Parlement néerlandais demandant au gouvernement d'interdire aux éleveurs de tuer les poussins mâles par broyage. Une autre motion adoptée demande au gouvernement d'étudier les conditions dans lesquelles cette interdiction peut être mise en place et dans quel délai, dans le respect des intérêts des animaux, des éleveurs et des consommateurs. Les professionnels agricoles se sont dits très déçus de ces votes. Selon eux, ces discussions sont prématurées alors que les travaux dans ce domaine sont encore en cours.

Le nombre d'animaux de production aux Pays-Bas fait de nouveau débat.

Plusieurs articles de la presse généraliste sont revenus sur le lien entre le nombre d'animaux et la lutte contre les émissions d'azote. Les éleveurs de porcs sont moins nombreux que prévu à choisir de quitter le secteur, ce qui va à l'encontre de l'objectif du gouvernement de réduire la pollution azotée causée par l'élevage. Quelque 430 éleveurs de porcs avaient initialement opté pour le régime d'indemnisation, mais seuls 278 ont effectivement concrétisé leur projet de fermeture, selon les chiffres du ministère de l'agriculture. La ministre de l'agriculture, Carola Schouten, a déclaré que les nuisances olfactives produites par les élevages, auquel le programme devait également mettre fin, a été résolu par cette réduction. Toutefois, la pollution par les composés azotés n'a diminué que d'un tiers du chiffre initialement visé, un retard qui pourrait avoir des répercussions sur le logement et la construction de routes. Selon Mme Schouten, le

gouvernement va devoir trouver de nouveaux moyens de réduire la pollution azotée afin de garantir la construction de 75 000 logements et l'élargissement de sept autoroutes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international